

# Cambodge : Générer des données factuelles pour une meilleure planification concernant les jeunes à haut risque

# EDUSIDA Profil pays



© KHANA/Ung Sietha

Préparation des enquêteurs au travail de terrain

## Informations générales sur le VIH et le SIDA dans le pays :

Le Cambodge se caractérise par une épidémie du VIH concentrée, avec des taux de prévalence de 0,7 % dans la population en général et de 0,1 % chez les 15-24 ans. Ce groupe d'âge suscite des préoccupations particulières, sachant que seulement 47,4 % de ces jeunes ont pu identifier correctement des moyens de prévenir la transmission sexuelle du VIH, et rejeter les principales idées fausses sur la transmission du VIH. 57,01 % des écoles ont dispensé une formation pratique portant sur le VIH en 2005, dernière année scolaire pour laquelle des données sont disponibles. On estime que le principal facteur de transmission du VIH est la transmission hétérosexuelle entre les travailleurs du sexe et leurs clients et d'autres partenaires sexuels, bien que la transmission se fasse également par des relations sexuelles entre hommes et par l'utilisation de drogues injectables (UNGASS 2010). Plus d'informations sont disponibles sur : <http://www.unaids.org/fr/regionscountries/countries/cambodia/>

## Quel soutien le secteur éducatif a-t-il reçu pour faire face au VIH et au SIDA ?

En 2010, le Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports (MEJS), avec l'appui financier et technique de plusieurs agences onusiennes (UNESCO, ONUSIDA, FNUAP, UNICEF et OMS) et de certaines ONG travaillant sur le VIH et le SIDA, a mené au Cambodge, une enquête sur les jeunes à haut risque afin d'évaluer les comportements à risques multiples de cette frange de la population, d'étudier ses conceptions et ses préférences en matière de programmes de santé sexuelle et reproductive et de formuler des recommandations pour la programmation d'interventions en direction de ce groupe. Comme ailleurs, la catégorie « jeunes à haut risque » désigne dans cette enquête les jeunes (10-24 ans dans ce contexte particulier) dont le comportement, notamment la multiplicité de leurs rapports sexuels non protégés (dont certains de nature commerciale) et l'utilisation de drogues injectables, les expose davantage au risque de l'infection par le VIH. Au Cambodge, 35 % de la population se situe dans ce groupe d'âge.

L'enquête a été menée dans huit provinces et a adopté une méthodologie faisant appel à des techniques tant qualitatives que quantitatives. Elle était pilotée par un Comité directeur, présidé par le Secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports et le Président du Comité interministériel sur le VIH et le SIDA et les stupéfiants au sein du Ministère. Un groupe consultatif de jeunes a également été mis en place pour fournir des indications à chaque étape de l'étude et de la formulation des conclusions, les jeunes ayant eux-mêmes participé activement au processus de collecte de données.

De nombreux répondants ont cité des problèmes familiaux, la pression exercée par les pairs, l'exposition à l'alcool, aux drogues et à la pornographie à un jeune âge, et le manque de perspectives d'emploi stable, en tant que facteurs favorisant des comportements à haut risque. D'une manière générale, les jeunes à haut risque mettent en doute l'utilité de l'éducation, attachant davantage d'importance à l'acceptation sociale et à la popularité auprès de leurs pairs. En matière de services de santé sexuelle et reproductive, ils ont indiqué qu'ils préfèrent généralement des cliniques privées ou des ONG aux services publics, et qu'ils en savent très peu sur l'accès à ces services. Les questions de pudeur et de confidentialité, les réticences quand les agents de soins de santé sont de sexe opposé, les longs délais d'attente et les frais de transport ou de consultation sont tout autant de facteurs qui, selon les jeunes, entravent davantage l'accès à ces services. Ainsi, en 2008, seulement 21 % des jeunes femmes et 16,5 % des jeunes gens ont eu accès aux services de dépistage du VIH.

Les résultats de l'enquête ont été diffusés lors d'un atelier en novembre 2010 afin d'informer les responsables du MEJS et les autres planificateurs, et de les aider

à concevoir des interventions plus efficaces ciblant les jeunes à haut risque. À la suite de cet atelier, le MEJS a organisé en décembre 2010 une consultation avec les parties prenantes qui interviennent auprès de ces jeunes au niveau décentralisé, afin de passer en revue les initiatives actuelles et de planifier l'avenir. Parmi les recommandations jugées prioritaires, plusieurs concernent le secteur éducatif, notamment les programmes scolaires, la formation des enseignants, le milieu scolaire et l'éducation par les pairs.

## Les acquis

- Les résultats de l'enquête ont fourni des données factuelles et débouché sur des recommandations qui orientent à présent la planification, la programmation et la mise en œuvre des interventions visant à combler les lacunes et à permettre au secteur de l'éducation de mieux répondre aux besoins des jeunes à haut risque. Différentes initiatives sont en cours de planification, notamment : (1) la révision des programmes scolaires et des programmes de formation des enseignants afin d'y inclure des informations actualisées sur les comportements à haut risque et sur les compétences à acquérir pour réduire les risques ; (2) le recours à des pairs éducateurs formés parmi les jeunes ; (3) l'accès facilité aux possibilités d'éducation alternative ; (4) la création d'un environnement scolaire plus sûr, incitant à des comportements plus sains et (5) la mise en place de services de consultation psychologique accessibles aux jeunes dans le cadre scolaire et en dehors de l'école.
- La conception et la réalisation de cette enquête ainsi que l'élaboration de recommandations fondées sur ses conclusions ont permis de renforcer le partenariat entre le Ministère, l'UNESCO, d'autres agences des Nations Unies et les ONG.

## Les enseignements

- L'obtention de données factuelles, est un préalable indispensable pour pouvoir programmer des interventions plus efficaces en matière d'éducation et de VIH et SIDA. Des enquêtes telles que celle menée en 2010 au Cambodge sur les jeunes à haut risque sont essentielles et devraient être effectuées de façon périodique afin de fournir un tableau précis et actualisé de la situation, permettant ainsi d'améliorer les services et les programmes, ou d'en concevoir de nouveaux si nécessaire.
- Il est indispensable d'adapter la formation aux besoins spécifiques des jeunes à haut risque. L'éducation par les pairs et l'accès à l'éducation en dehors du cadre scolaire, entre autres mesures, peuvent beaucoup contribuer à améliorer la réponse du secteur éducatif aux besoins de ces jeunes, qu'il n'est pas toujours possible d'atteindre dans le cadre de l'éducation traditionnelle et formelle.

L'EDUSIDA est une initiative mondiale de l'ONUSIDA - conduite par l'UNESCO - qui a pour but de promouvoir, de développer et d'encourager des réponses globales du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA.



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture



**ONUSIDA**  
PROGRAMME COMMUN DES NATIONS UNIES SUR LE VIH/SIDA

HCR  
UNEP  
FAM  
PNUF  
UNFPA  
ONUDC  
OIE  
UNESCO  
OMS  
BANQUE MONDIALE

## Contact

M. Ung Polin, administrateur du programme national VIH,  
Bureau de l'UNESCO à Phnom Penh, #38, Samedech Sothearos Blvd, Phnom Penh, Cambodge.  
Tél. : (+855) 23 723 054/23 725 071, email : [p.ung@unesco.org](mailto:p.ung@unesco.org)

## Pour toute information sur EDUSIDA

Secteur de l'éducation, Division de l'éducation pour la paix et le développement durable  
Section de l'éducation concernant le VIH et la santé  
7 place de Fontenoy, 75352 Paris 07, France  
Site web : [www.educaids.org](http://www.educaids.org) ; e-mail : [aids@unesco.org](mailto:aids@unesco.org)